

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Meeting de soutien à Klaus Croissant

LA GAUCHE SE FAIT SIFFLER

Mardi, 21 heures, salle de la Mutualité à Paris. Une salle archicomble, surchauffée. Au bas mot 3 000 personnes. Le meeting est convoqué par plusieurs associations de juristes et d'avocats et la Liçus des droits de l'homme. Henri Noguères, président de cette association préside.

Ce meeting est aussi soutenu par le PCF, le PS, et le PSU. La lecture du message de soutien du PSU avait déjà déclenché quelques réactions. Réactions qui prirent une ampleur rare à la lecture des messages du PCF et du PS : sifflets, huées. Le mot d'ordre « Marchais, Mitterrand, merci pour Klaus Croissant ! » couvre longtemps la voix qui s'élève

de la tribune, mais ne peut s'imposer, malgré la puissance sono.

Et contrairement à ce que diront les bonnes âmes de droite comme de gauche, cette immense clameur ne venait pas de quelques marginaux ou de quelques autonomes cachés dans un recoin de la salle. Elle venait de ces milliers de personnes qui trouvaient à juste titre que les partis de gauche avaient un fameux culot de venir, après des semaines d'absence, après l'extradition de Croissant, apporter, la bouche en cœur, un soutien qui sent beaucoup la récupération politique pure et simple.

A la sortie, quelques gros bras du PCF venus (vaine-

ment) faire le nombre, vont se mettre à scander « Rendez-nous Croissant et prenez Krivine ! » cris abjects et honteux de quelques barbouzes de gauche enragés d'avoir été montrés sous leur vrai jour !

Par contre, rarement la Mutualité avait dû (dans son histoire) connaître un tel tonnerre d'applaudissement, quand Jacques Deubridel ancien membre du Conseil national de la résistance, a rappelé que le droit d'asile n'avait encore connu qu'une seule exception avant Croissant : quand Laval gouvernait la France et livra les prisonniers allemands à Hitler et les prisonniers espagnols à Franco ! E., précisa-t-il, aujourd'hui

il n'y a même plus l'excuse des troupes d'occupation !

Les divers mouvements d'avocats dénoncèrent l'importance de cette affaire pour les libertés démocratiques : en Allemagne, nous serions tous considérés comme des sympathisants de la bande à Baader et donc passibles de prison... devait dire l'un d'eux. Tandis que Marc Dreyfus rappelait au non de syndicat de la Magistrature les mesures prises contre les écologistes, les autonomistes, les travailleurs immigrés.

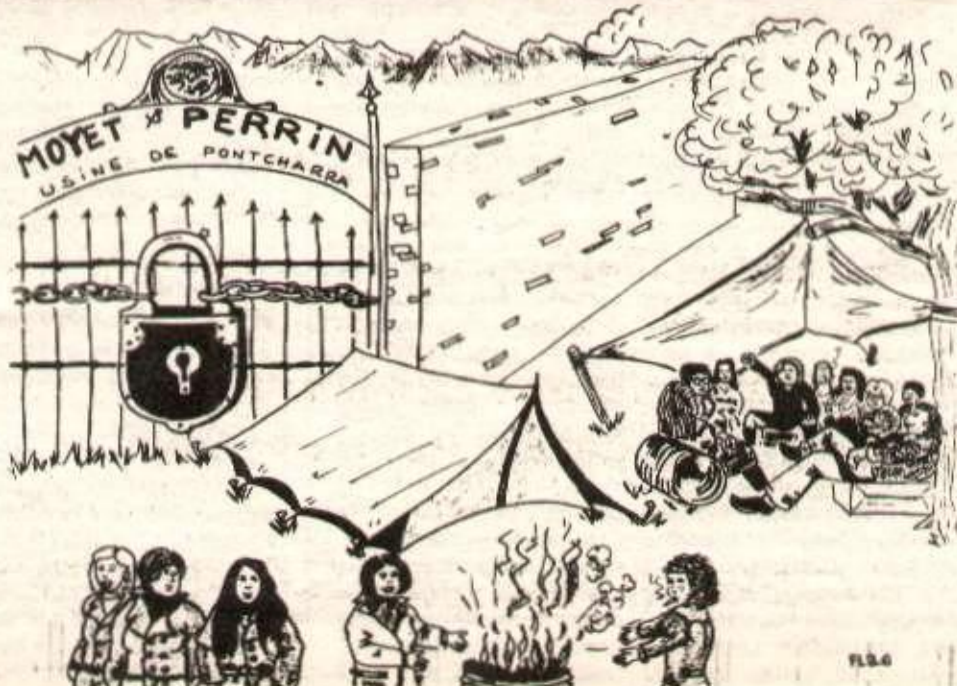
A la sortie de la Mutualité, les flics veillent. Dispositif policier nombreux et bien visible qui encadre tout le quartier. Comme dirait Giscard : la société libérale...

De notre envoyé spécial

A Pontcharra et Grenoble

VICTOIRE DE LA GREVE DE MOYET ET PERRIN !

Dessin réalisé par les grévistes - Le piquet de grève.



Les directions syndicales se trouvent paralysées par la perspective électorale de mars 78, alors qu'elles font tout pour empêcher ou saboter les grèves (rappelez-vous Dubigeon), alors que tout ce qu'elles nous proposent c'est de défilier le premier décembre de la Nation à la Bastille (à Paris), alors que leur seul mot d'ordre de « lutte » est : tout pour l'unité de la gauche. Pendant ce temps, des ouvrières ont lutté, ont bloqué leur usine, ont campé devant la porte ont fait le piquet de grève 24 heures sur 24 et finalement ont gagné !

Le choix est clair : l'impasse de la gauche ou l'avenir des luttes classe contre classe...

Voir notre article page 4

● Centre de tri PLM Paris

Nouveau pas dans la lutte



Les deux postiers sanctionnés placent leur affiche dans la cantine (Photo Images du peuple).

Comme la veille, les flics sont allés le mardi 22 interdire de stationner et de « camper » au bas de l'escalier de la cantine. Les deux postiers sanctionnés par la direction ne se sont pas laissés intimider.

A 11 heures 20, ils ont été manger à la cantine malgré l'interdiction et ils ont placé une affiche à l'intérieur (voir photo) expliquant leur attitude et montrant par là leur détermination à continuer la lutte même si les directions syndicales ne font rien depuis 13 jours.

Un tract de travailleurs syndiqués CGT et CFTD et non-syndiqués est distribué dans tous les services dénonçant l'attitude des directions syndicales et montrant la nécessité de développer la lutte.

L'URSS viole les accords SALT

« L'URSS a violé à plusieurs reprises et de façon flagrante la lettre des accords sur la limitation des armes stratégiques (SALT) conclus avec les USA, a déclaré Melvin Laird, ancien secrétaire américain à la Défense dans le journal « Reader Digest ».

L'URSS aurait notamment mis au point un radar utilisable avec un système

de défense anti-balistique, (ABM), ce qui est contraire aux accords SALT. Cinq expériences de ce type auraient eu lieu au centre d'expérimentation de Kapustin Yar.

Si ces faits se révélaient vrais (une enquête est en cours) ils montreraient le peu de cas que l'URSS, qui prépare la guerre, fait des accords qu'elle signe.

● Martinique

Grève à la cimenterie

Les travailleurs de la cimenterie de la Martinique sont en grève illimitée depuis lundi dernier. Les 35 ouvriers de l'usine réclament une augmentation de salaire

de 200 F, soit 8 % en moyenne.

Cette grève peut paralyser, si elle continue, tout le secteur du bâtiment et des travaux publics de l'île.

● Saviem et Berliet

2000 licenciements prévus

700 licenciements chez Saviem et 1193 chez Berliet, dans la construction des camions poids lourds, vont être annoncés vendredi, annoncent les syndicats. Ces mesures visent les travailleurs âgés de plus de 58 ans.

La SAVIEM s'apprête aussi à imposer cinq journées chômées à la fin de

l'année et 19 pendant les quatre premiers mois de 1978. Déjà à la Saviem de Blainville, 4 500 travailleurs (sur 7 200) sont touchés par le chômage partiel.

Chez Berliet, des mesures de chômage partiel ont aussi été prises : 24 pour 6 000 travailleurs et 19 pour le reste soit 13 000 travailleurs.

● Polisario

Attaque d'un train

Le Front Polisario continue sa lutte armée. Des guerriers ont attaqué, avant-hier un train de service qui acheminait des vivres et des hydrocarbures de Nouadhibou à Zouérate.

Cette attaque est survenue quelques heures après la reprise présumée de la circulation des trains minéraliers entre Zouérate et Nouadhibou qui devait se faire mercredi ou jeudi.



CES Pailleron

Un haut fonctionnaire «Je n'ai absolument rien à me reprocher»

Comparaissant à la barre Jean Raynaud ancien directeur des équipements scolaires au ministère de l'Éducation nationale nie toute responsabilité. Il n'a «absolument rien à se reprocher». Quand on lui demande pourquoi il n'a pas tenu compte des avis défavorables émis par le service construction de l'académie de Paris sur le choix des terrains, il répond : «On n'avait pas le choix». A la question concernant la façon dont est né ce projet, il répond que c'est au cours d'une visite en Angleterre qu'il avait pu apprécier ce type de construction «industrialisée» et le choisir ensuite.

Le procédé anglais il l'avoue, permettait des avantages financiers. Ce qu'il ne dit pas, c'est qu'en Angleterre, un hôpital construit selon le même procédé avait flambé et 60 personnes avaient péri.

Raynaud a toujours une bonne raison pour justifier l'accumulation criminelle de dérogations et d'irrégularités successives qui réduisaient la sécurité. Quand on lui demande pourquoi le choix des panneaux en polystyrène a remplacé celui de panneau en plâtre puis en pîn il prétend ne pas savoir. En fait, l'Éducation na-

tionale imposait aux constructeurs un prix minimum draconien afin de faire le maximum de bénéfice. Il n'était pas question de dépasser ce prix même pour améliorer la sécurité. Bien sûr, l'entreprise appâtée par le profit ne contestait pas le prix ni l'absence de sécurité.

L'Association des parents des victimes va projeter dans plusieurs cinémas parisiens un film sur le drame. Cette projection aura lieu du 23 au 29 novembre dans les salles suivantes : Studio St-Séverin - 12, rue St-Séverin ; La Clef - 21, rue de la Clef ; la Pagode - 57, bis rue de Babylone ; Action-Christine - 4, rue Christine.

Rappelons que cette association ne veut pas s'en tenir à la responsabilité des deux jeunes qui avaient mis le feu à une corbeille à papier. Elle veut faire la lumière et faire le procès des véritables causes du drame qui dépasse le seul cas de Pailleron. Il existe en France 80 bâtiments scolaires du type Pailleron et 750 autres d'un type voisin. Entre 1970 et 1975, 494 incendies se sont produits dus à des défauts de conception des bâtiments. Dans le secondaire, 4 500 établissements ne sont pas conformes à une stricte sécurité.

Rugby

Non à la tournée de l'équipe sud-africaine en France !

Le Secrétaire général du SANROC a également indiqué d'Afrique du Sud (SANROC), a demandé lundi après-midi 21 novembre à la 7e Assemblée générale du Conseil supérieur des sports en Afrique de faire pression sur le gouvernement français afin qu'il annule la tournée de Rugby qu'une équipe sud-africaine prétendument multi-raciale doit effectuer en France en 1979.

Le Secrétaire général du SAROC a également indiqué que l'équipe d'Afrique du Sud devait se rendre en Grande-Bretagne en 1979 et qu'une équipe écossaise envisageait d'aller en Afrique du Sud en 1978. Cependant, a-t-il précisé, les autorités britanniques seront obligées d'annuler ces deux tournées par crainte de voir les pays africains boycotter les prochains jeux du Commonwealth en août 1978.

5000 parc-mètres de plus à Paris

Le Conseil de Paris a adopté lundi 21 novembre les nouvelles mesures concernant le stationnement à Paris. Ces mesures prévoient une extension des parc-mètres. 2 600 parc-mètres «permettant» de stationner deux heures vont être installés. 2 400 permettant soit de stationner deux heures, soit la journée vont également être implantés. En tout, 5 000 parc-mètres nouveaux vont permettre de soutirer de l'argent aux travailleurs.

Les zones touchées sont des rues du 1er, 7e, 10e, 11e, 15e, 17e, 18e, et 20e arrondissements.

Beaucoup de ces parc-mètres vont être installés dans des endroits actuellement interdits au stationnement, celui-ci gênant la circulation permettra d'améliorer celle-ci dans ces mêmes rues. Ce qui sera amélioré c'est sans doute la circulation de nos sous aux coffres de l'État. Les parc-mètres ont rapporté 72 millions de francs en 1976.

D'autre part, le tarif des parkings de surface va être augmenté.



● Pékin

Le Duan exalte l'amitié sino-vietnamienne

Sur invitation du Comité central du Parti communiste chinois et du gouvernement de la République populaire de Chine, la délégation du Parti communiste du Vietnam et du gouvernement est arrivée à Pékin le 20 novembre pour une visite officielle d'amitié.

La délégation fut accueillie à l'aéroport par Houa Kouo-feng. Au cours du banquet offert par le PCC, Houa Kouo-feng et Le Duan, secrétaire général du Comité central du PCVN sont intervenus pour saluer la grande amitié entre les peuples chinois et vietnamien.

Voici quelques extraits de l'allocution du secrétaire général du Parti communiste vietnamien :

«... C'est avec une vive joie que nous visitons la Chine après la tenue du XIe Congrès du glorieux Parti communiste chinois. Notre délégation est heureuse de se retrouver la main dans la main avec de nombreux camarades chinois que nous avons connus mais nous sommes très affligés de ne plus rencontrer ni le président Mao Tsé-toung, grand leader du peuple chinois, éminent dirigeant dans le mouvement révolutionnaire mondial, ni le premier ministre Chou En-lai, ni le président de l'Assemblée populaire nationale Chu Teh, dirigeants respectés du parti, de l'État et de l'armée chinois, grands amis du peuple vietnamien».

«... Depuis que chaque pays possède un parti prolétarien dirigeant la révolution dans la voie du marxisme-léninisme et luttant pour l'indépendance

nationale et le socialisme, cette amitié entre les peuples vietnamien et chinois s'est consolidée et développée encore davantage»...

«... Lorsque la révolution vietnamienne était encore à ses tout premiers pas, notre président Ho Chi-minh respecté et de nombreux patriotes vietnamiens ont vécu et milité en Chine avec la protection et l'aide dévouée

grande importance, et une source de bonheur dans la vie du peuple chinois, en même temps qu'un événement retentissant et une source de joie pour les peuples révolutionnaires dans le monde».

Le secrétaire général du PCVN a rappelé que deux ans plus tôt, ils fêtaient la victoire contre l'impérialisme et à ce propos, il a expliqué :

«Notre victoire est un brillant résultat de la solidarité de combat durable entre les trois peuples du Vietnam, du Laos et du Kampuchéa. A l'avenir comme par le passé, le peuple vietnamien est déterminé à préserver et à développer l'amitié traditionnelle et les relations spéciales de solidarité avec les peuples frères du Laos et du Kampuchéa».



Une amitié ancienne. En 1973, Mao rencontre Le Duan, Pham Van Dong et Le Thanh Nghi.

du Parti communiste et du peuple chinois frères»...

«Dans les mines, les usines, les gares, les ports, les villages, les écoles, partout le peuple chinois a eu des actes concrets pour aider le Vietnam et exprimer ses sentiments cordiaux et sa volonté de solidarité avec le peuple vietnamien dans la lutte contre les agresseurs impérialistes».

Ensuite parlant de la lutte du peuple chinois pour combattre ses ennemis, le camarade Le Duan a dit :

«Les mesures résolues prises par le Parti communiste chinois pour écraser la bande des Quatre et faire avancer avec assurance la révolution constituent un événement politique de

● Grande-Bretagne

Il y a une dizaine de jours, les 32 000 pompiers londoniens se mettaient en grève générale pour des revendications salariales. La seule réponse du gouvernement, qui, s'en tenant

fermement à sa politique antisociale, fut de faire appel à l'armée : 4 000 militaires supplémentaires viennent s'ajouter aux 10 000 soldats prévus il y a une semaine.

● Parlement européen

Vendredi dernier, le Parlement européen a adopté une proposition de résolution qui condamne le recours abusif à la médecine psychiatrique en URSS. Le texte présenté aux parlementaires des «neufs» par M. Russel Johnston (Grande Bretagne) condamne d'une manière générale «le recours aux traitements psychiatriques de toutes sortes appliqués aux prisonniers

politiques, où que ce soit, et chaque fois qu'ils ont pour but de supprimer la liberté démocratique fondamentale d'opinions et d'activités politiques».

Les gouvernements de la Communauté ont été vivement invités à examiner «de quelle manière, ce point de vue pourra être exposé, avec le plus d'efficacité possible, à la Conférence de Belgrade».

● Iran

Selon des informations en provenance d'Iran, la répression des manifestations qui, toute la semaine dernière, ont secoué la capitale iranienne, auraient fait plusieurs dizaines de morts.

Ces manifestations dans lesquelles les étudiants

jouent un rôle important, se sont déroulées à Téhéran en même temps que celles, très violentes, qui accueillent le Chah d'Iran à Washington. Elles correspondent à un essor des luttes sociales et pour les droits démocratiques dans tout le pays.

● ONU

Le débat sur le Proche-Orient prévu à l'ONU s'est ouvert mardi devant l'Assemblée générale. Évoquant la visite du président Sadate à Jérusalem, le délégué israélien avait demandé que ce débat soit repoussé, et même carrément annulé. L'OLP et de nombreux pays arabes s'étant opposés à cette exi-

gence, le débat s'est ouvert comme prévu.

C'est sur les thèses des peuples arabes et palestiniens, rappelées à Jérusalem par le président Sadate, et notamment l'évacuation des territoires occupés depuis 1967 et la création d'un État palestinien, que seront centrés les débats.

● Sahara Occidental

L'obstination du gouvernement français maintient dans l'impasse les négociations avec le Front Polisario sur le sort des prisonniers français disparus en Mauritanie. Leur libération dépend désormais des démarches effectuées par le Comité international de

la Croix Rouge auprès de la Mauritanie et des responsables sahraouis.

De son côté, le Front Polisario a fait largement

la preuve de sa bonne volonté en reconnaissant que ses forces armées sont bien à l'origine de la capture de trois pêcheurs espagnols dont le bateau croisait au large des côtes du Sahara Occidental : les négociations entamées par l'intermédiaire du Parti socialiste espagnol (PSOE) qui reconnaît l'existence du peuple Saharaoui et de ses représentants aboutiront à la libération prochaine des pêcheurs détenus.

● Egypte

Trois représentants palestiniens ont été expulsés d'Égypte mardi soir. Parmi eux, se trouvent le représentant de l'OLP au Caire et le responsable de la Fédération générale des étudiants palestiniens. Par ailleurs, le bureau du Caire

de la Voix de la Palestine a été fermé.

Il avait pris violemment position contre la visite du président Sadate à Jérusalem. L'OLP n'a pas encore commenté officiellement ces mesures.



60 millions avant le 31 décembre

Le comité de rédaction a effectué un second versement à la souscription « pour que vive l'Humanité rouge ». Le montant s'élève à 425 F.

Le calendrier 1978



Réalise par vos propres moyens, ce calendrier permettra de contribuer à la campagne de souscription lancée par notre journal. Vous pouvez le commander à l'adresse du journal. Prix 10 F.

Les partis de gauche s'adressent aux femmes

«MAIS SOYEZ DONC RAISONNABLES!»

«Je voulais moi-même me mêler à vos travaux pour essayer de donner un élan qui, il faut le dire est souvent freiné par des habitudes. (...)»

Vous venez d'effacer la préhistoire, mais vous êtes encore dans le Moyen-Age.

Maintenant, il faut accélérer les étapes pour parvenir à l'âge de la raison».

Ce sont là deux extraits du discours que Mitterand a tenu aux militantes réunies pour les journées de l'action féminine du PS, le week-end dernier.

Pour celles qui voudraient avoir un peu de détente, vous aurez la possibi-

lité de faire vos achats de Noël dans le palais des congrès, grâce au grand choix qui vous sera offert par les divers comptoirs de vente organisés par l'UFF». «ca c'était au 13 e congrès de L'union des femmes de France (PCF), aussi dimanche dernier le micro précise : « Chères amies, n'achetez pas tout de suite tout n'est pas déballé ! ». là encore ce qu'il faut c'est «être raisonnables» ...»

Voilà avec quel paternalisme les dirigeants de la gauche s'adresse à leurs militantes. C'est déjà tout un programme. Le reste fut du même tonneau !

peut en douter. Les militantes ont eu le droit de danser, d'acheter, de parler, un peu, mais jamais elles ne furent considérées comme des militantes, engagées dans la lutte de classes.

Il en va ainsi de toute l'activité de l'UFF. Voici comment l'Humanité la présente : « de l'information, des débats, de l'aide immédiate, du soutien juridique, de l'organisation des fêtes, des cours de recyclage, des garderies pour enfants, des activités artistiques, des pétitions».

Nous ne voulons pas dire

qu'il ne faut pas faire tout cela. Mais si on ne fait que cela, ce n'est pas ainsi que les femmes de notre pays peuvent apporter vraiment leur participation à la lutte des classes. Ne proposer que cela c'est mépriser les femmes.

Car combien de grèves n'ont elles pas montré que les travailleuses sont capables, pleinement de prendre toute leur place dans la lutte contre le capitalisme. Nous en apportons un autre exemple à la première page de ce journal.

A propos du 6 novembre

«Cette journée fut pour moi décisive»

Bien qu'avec retard, nous publions la lettre d'un camarade ouvrier d'Épernay, un témoignage qui se passe de commentaires.

Je suis allé à la Mutualité lors du rassemblement pour l'anniversaire de la Révolution d'Octobre.

j'ai les réponses.

La troupe de théâtre fut magnifique, mais lorsqu'un camarade de la troupe a parlé de Lénine, ça m'a pris au ventre et je me suis mis à pleurer car, à travers ses paroles et ses gestes, je voyais la scène et la preuve qu'un peuple qui est exploité peut anéantir ses exploités.

Je suis heureux car ce fut la première fois que j'étais à un rassemblement national.

Cette journée fut pour moi décisive car je me posais des questions mais maintenant

Union des femmes de France:

Tout sauf la lutte

Au 13 e congrès de l'UFF (contrôlées par le PCF) les organisatrices parlèrent de tout sauf de lutte. Le congrès s'est déroulé dans un climat qui se voulait bon enfant : une multitude de stands où l'on pouvait acheter des jouets en peluche, des émaux, des poteries, des santons de Provence, des bijoux, et une grande farandole costumée pour couronner le tout.

Ce ne serait encore qu'un moindre mal, si le contenu des discussions n'avait pas été sans cesse ramené au même niveau.

Les thèmes de la discussion étaient pourtant les thèmes qui touchent directement les femmes aujourd'hui : le droit à l'égalité des salaires, l'avortement et la contraception, la vie chère, la place de la femme par rapport à l'homme dans le couple etc.

Mais les dirigeantes de l'organisation s'en sont volontairement tenue à des grandes pétitions de principes du genre : si la gauche arrive au pouvoir vous aurez tout cela. A voir la façon dont on méprise les femmes dans ce genre de congrès on

Les journées du PS

Baratin-Baratin

Aux journées du PS, le contenu était le même, de façon générale. On laisse aux militantes le droit de parler (un minimum) sur les questions qui les concernent et on leur promet que leurs questions seront prises en considération si la gauche gagne.

Mais là encore un certain nombre de faits permettent d'en douter.

Par exemple à chaque réunion nationale du PS, les militantes contestent la place insuffisante qui leur est faite dans ce parti. Déjà au congrès de Nantes, elles avaient chahuté Mauroy qui leur promettait une fois de

plus quelques vaines mesures organisationnelles pour leur assurer leur pleine place. Elles avaient même parlé d'envahir la tribune du congrès et de l'occuper.

Cette fois-ci, malgré la démagogie habituelle, malgré les excuses de Mitterand qui se croit très progressiste en condamnant la force de l'habitude, ce fut encore un grand sujet de débat. La réponse fut du même ordre : on promet aux femmes une nouvelle commission, un secrétariat national à l'action féminine pour réfléchir à tout cela.

Là encore, la façon dont sont évacués les problèmes posés par les militantes laissent bien mal augurer de la façon dont la gauche au pouvoir considérerait les femmes. Des promesses, il y en a eu : travail, salaire égal, contraception libre et gratuite, égalité, etc... Mais il y a peu de temps encore, Le Matin (bien informé sur la vie du PS) annonçait que certains membres de ce parti - dont le journal avait le nom - «expliquaient que les travailleuses devaient, compte tenu de la crise, retourner à leurs caserols pour laisser la place sur le marché de l'emploi aux hommes menacés par le chômage».

Ecologie

Les larmes de crocodile

Le Matin, Rouge, Libération, Le Monde se lamentent sur la division survenue au sein des militants d'Ecologie 78, au week-end dernier. En fait, ce qui dérange aussi bien les trotskistes que le PS, un journal «d'extrême gauche» comme Libération ou bourgeois comme Le Monde, c'est que les écologistes ont, dans leur majorité, refusé de jouer le jeu de l'électoratisme. On peut regretter que cela ait entraîné une division, mais, répétons le, c'est là un mal nécessaire. Ce n'est pas une preuve d'immaturité politique, ce n'est pas un refus de la politique, quoiqu'en disent nos pleureurs. Ce n'est pas non plus la grosse pagaille, dans les rangs écologistes. C'est au contraire la clarification politique qui se poursuit. Que la majorité des écologistes aient refusé aussi bien de servir la gauche que la droite, c'est une preuve de maturité politique basée sur une expérience de lutte. Et tant pis pour ceux qui n'aiment pas cela.

RECTIFICATIF

Une erreur de montage a rendu incompréhensible un large extrait de notre article d'hier sur cette question. Voici repris ici le passage donnant les décisions, importantes selon nous, prises par Ecologie 78 dimanche :

Ecologie 78 décida de refuser toute alliance au premier tour avec des personnalités ou des partis, « déterminés à faire campagne au second tour pour d'autres candidats ou formations ». Le PSU est ici directement visé, lui qui votera à gauche au second tour.

Les Amis de la terre de Paris proposèrent aussi de se désister pour les candidats les mieux placés entre les deux tours à condition qu'ils acceptent une plate-forme minimale en 5 points. Proposition également repoussée car ce serait préparer le terrain à la gauche.

Les Amis de la terre de Paris proposèrent enfin de ne pas présenter de candidats écologiques dans certains endroits où se présenteraient d'autres candidats capables de reprendre certaines de leurs aspirations. Le but évident, était, disent-ils, de ne pas favoriser la droite. Proposition refusée, elle aussi, pour la même raison que la précédente.

Tout comme Stoléru

LES DIRIGEANTS DU PCF VEULENT RALENTIR L'IMMIGRATION!

Les dirigeants du PCF viennent de souhaiter que «la population française toute entière et la classe ouvrière multiplient les actions contre les mesures racistes et xénophobes» de Stoléru, visant les travailleurs immigrés.

Non seulement ces grandes paroles arrivent un peu tard, mais on peut dire que les dirigeants du PCF ne manquent pas de culot ! Hier encore, ils condamnaient la manifestation des travailleurs français et immigrés que regroupa 6 000 personnes contre Stoléru, samedi dernier.

Ils ont dit que cela ne pouvait que diviser les ouvriers entre Français et immigrés : le fait de manifester ensemble, ça divise ! Après la manifestation, ils ont mis quatre lignes dans l'Humanité, tout en réussissant, en si peu de mots, à dire qu'elle avait été organisée par «un comité Sonacotra».

Alors que tout le monde sait bien (même Le Monde) que la manifestation était organisée par la Coordination nationale des Foyers Sonacotra en grève des loyers. Ce qui est sensiblement différent. Mais toujours les dirigeants du PCF ont cherché à poignarder dans le dos le seul représentant des foyers Sonacotra : le Comité de Coordination.

Il nous faut aller encore plus loin : le communiqué des dirigeants du PCF contient des passages purement racistes que Stoléru lui-même ne désavouait pas. Ainsi, il souhaitait qu'à l'avenir, l'Agence pour l'emploi, en collaboration avec les pays d'origine des immigrés, soit chargée de planifier le nombre des immigrés à venir en France en fonction des besoins de l'économie française ! Pour ceux de nos lecteurs qui auraient l'impression d'avoir

mal lu, précisons qu'il s'agit bien de limiter l'immigration pour la faire correspondre aux besoins du capitalisme. Et les immigrés qui seraient en trop «en fonction des besoins de l'économie» ? Eh bien, la porte ! Prétendre combattre Stoléru et ressortir la même logique que lui, comment qualifiez-vous cela ?!

CONCORDE COCORICO

Deux Concorde à New York ! Deux d'un coup ! Les journalistes de la grande presse pleurent de joie... Les ministres pavoisent ! Et de plus, (oh, joie suprême !) le Concorde d'Air France est arrivé le premier ! Avant celui de la British Airways ! Cocorico ! crie le chœur extasié.

Que le gouvernement français ait réussi à imposer l'atterrissage d'un nombre limité de Concorde sur les aéroports de la superpuissance américaine est une chose. Mais il n'y a quand même pas de quoi tant pavoiser. Les problèmes n'en sont pas résolus pour autant, ni les problèmes de Concorde ni les problèmes de l'Airbus toujours interdit de séjour à Moscou.



Journées nationales de Paysans Travailleurs Pour le renforcement du syndicat

Les 17 et 18 novembre, se sont tenues à Fontenay-sous-Bois (près de Paris) les deuxièmes assises nationales du mouvement Paysans-travailleurs.

Au centre des débats, une question fondamentale pour l'avenir : *Qui défendre et organiser, quelles classes ou couches de la paysannerie regrouper et sur quelles bases ?* et en liaison avec cette question, *quelles revendications avancer ?*

Les journées, sans bien sûr répondre à toutes les questions, ont eu le mérite de lancer de façon claire et approfondie la discussion au niveau du syndicat ; cela permettra dans l'avenir de doter le syndicat Paysans-travailleurs d'une ligne la plus conforme possible aux intérêts et aspirations des paysans exploités, en particulier des plus nécessiteux, les petits paysans.

QUI DÉFENDRE ET ORGANISER ?

A la conférence de presse, le «Collectif national» devait expliquer la position du syndicat sur ce point, tel qu'il en est résulté des discussions et votes durant ces deux journées : *«Paysans-travailleurs n'a jamais eu la prétention de défendre tous les paysans globalement. Maintenant, il y a peut-être un changement, c'est qu'on met davantage l'accent sur la défense des petits paysans. Sans que le débat soit totalement tranché, à savoir "quelles sont les couches les plus exploitées ?", c'est évident qu'il est important pour l'avenir non seulement de Paysans-travailleurs, mais pour celui d'un syndicat de classe des petits paysans, qu'on mette l'accent sur l'organisation et la défense des petits»*. Et il devait être précisé : *«Si l'on a beaucoup discuté de ces questions et même des contradictions pouvant exister entre petits et moyens paysans, ce n'est pas pour diviser, mais au contraire pour chercher tous les points de convergence possible.»*

«Concrètement, sur le terrain, on s'aperçoit que ceux que l'on touche par exemple dans les comités de défense ou dans les réunions de communes contre la taxe sur le lait, ce sont en premier lieu les petits paysans.»



Une vue de la salle de l'assemblée générale des délégués.

L'INDÉPENDANCE DU SYNDICAT

Le Collectif précisa la question du rapport entre Paysans-travailleurs et les autres formations syndicales ou politiques : *«Sur le terrain, on est pour toutes les alliances possibles sur la base des intérêts des petits et moyens paysans, avec d'autres organisations. Mais, on n'est pas engagé par des accords au sommet avec des organisations comme par exemple les FDSEA "de gauche" ou le MSTP.»*

Le syndicat Paysans-travailleurs se veut une force anticapitaliste à la campagne, et l'est dans ce sens où il ne cautionnera ni ne servira de courroie de transmission à des partis quels qu'ils soient qui entendent gérer le système capitaliste en prenant en main le gouvernement.

Ce point qui avait fait l'objet d'une importante discussion interne, depuis plus d'un an, à la suite de la tentative de quelques adhérents d'entraîner le syndicat à la remorque de la dite «gauche», a été confirmé au : journées nationales sans difficulté.

QUELLES REVENDICATIONS ?

Les journées ont confirmé la lutte contre les firmes agro-alimentaires - privées ou coopératives - le Crédit agricole, la taxe sur le lait, les primes à la quantité et à la qualité (lait notamment), «travailler et vivre au pays», etc. sans trancher sur d'autres questions, sur lesquelles le débat est ouvert.

Au total, malgré diverses difficultés de préparation, et leur durée limitée (deux jours), ces journées auront marqué une étape pour son renforcement en tant que syndicat de classe et de masse de la paysannerie laborieuse et exploitée.

• Moyet et Pérrin (usines de Pontcharra et Grenoble)

LES TRAVAILLEURS ONT GAGNÉ !

L'usine Moyet Perrin est renommée pour ses salaires très bas et ses dures conditions de travail. Elle fabrique du papier-dentelle pour pâtisserie et toutes sortes de papier hygiénique. Il y a une usine à Grenoble de 180 employés et une autre à Pontcharra de 150 employés dont 120 femmes. Le patron a mis au point le système du boui qui est une sorte de prime de rendement qui sert à compléter le salaire de base pour le mettre au niveau du SMIC !

C'est pourquoi la colère gronde, surtout parmi les ouvrières de Pontcharra qui vont voir les délégués CGT et leur disent : *«On en a marre, on veut débrayer, on n'en sort plus !»*

Le 20 octobre, il y avait une grève nationale papier-carton, elles ont posé leur cahier de revendications et ont fait une journée complète de grève puis elles ont continué les jours suivants par des débrayages. Elles demandent : le SMIC à 2 200 F, 5e semaine de congés payés, le 13e mois, une augmentation pour tous.

Le patron les regarde

de haut et leur fait des propositions bien insuffisantes. Alors elles décident de boucler l'usine et font un piquet permanent devant.

Malgré le froid, la fatigue, la pluie, les ouvrières de Pontcharra gardent un moral d'acier. Leur détermination, leur bonne-humeur fait plaisir et va entraîner l'usine de Grenoble dans la lutte. Ça commence par des débrayages puis, en assemblée générale, les ouvrières décident de faire des piquets de grève toute la journée. Toute la semaine, le nombre des grévistes se renforcera et la grève est suivie à 95 %. Des ouvrières de Pontcharra viennent à Grenoble avec des banderoles :

«M. Moyet, on veut bien travailler, mais on veut pas être exploitées» et ça veut tout dire !

Le patron qui, au début, jouait la provocation (comme le directeur commercial qui a foncé sur le pi-

quet de grève de Grenoble en voiture), qui a fait venir un huissier à Pontcharra, commence à virer au vert. Il accepte de négocier.

Le lundi 14 novembre après-midi, le patron cède sur :

- SMIC à 2 100 F au lieu de 1 990 F
- Augmentation de 50 cts pour tous
- 13e mois uniforme sur la base de 1 480 F sur 3 ans
- Augmentation de 35 % de la prime de fin d'année.

Bien que toutes les revendications n'aient pas été satisfaites, les ouvrières de Grenoble et Pontcharra ont voté la reprise du travail.

Certains ont voté contre pensant qu'il était possible d'obtenir plus en renforçant l'action car le patron était coincé par ses commandes de Noël et il n'avait plus de stock.

Les grévistes sont conscients d'avoir remporté une victoire sur le patron : pour la première fois, ils ont pu le faire céder.

Ils ont gagné car ils ont su s'unir dans l'action. Maintenant qu'ils se sentent plus forts et riches de leur expérience, il faut s'organiser et continuer à se battre.

«On a été suivi à la majorité, donc il faut continuer à motiver les gens, leur faire comprendre qu'on a eu quelque chose par l'action, qu'on peut avoir autre chose par l'action aussi»

Article fait par un délégué du personnel de l'usine en grève, un militant de l'Humanité rouge et un ouvrier révolutionnaire qui souhaite voir se réaliser l'unité des marxistes-léninistes. Cet article a été envoyé à notre journal et au «Quotidien du Peuple», des camarades de l'un et l'autre étant intervenus dans ce conflit.

• La Littorale - Béziers

Abandonner les piquets de grève, c'est s'exposer aux pires coups du patron

Sous la pression intense des élus municipaux PS et PC par l'intermédiaire de la CGT, les travailleurs ont accepté d'abandonner le piquet de grève jeudi matin. Condition posée par la direction pour l'ouverture des négociations. Dans l'Humanité rouge du 16 novembre 1977, No 768, nous attirions l'attention des travailleurs sur l'importance du comité de grève et les résultats catastrophiques de son abandon lors de la grève de la Camerone à Béziers.

On ne peut avoir aucune confiance dans un patron.

Et celui de la Littorale n'échappe pas à cette ré-

gle. Interprétant l'abandon du piquet de grève, comme une preuve de faiblesse des ouvriers, le patron contre-attaque :

- Vendredi matin, il envoie les flics accompagnés d'un huissier auxquels un des directeurs donne les noms des grévistes ; sans aucun doute, dans le but d'introduire un jugement en référés pour atteinte à la liberté du travail.

Pendant ce temps, la direction profitant de l'abandon du piquet de grève, réussissait à sortir de l'usine un stock important de produits lui permettant de rattraper son retard de livraison dû au piquet de grève.

On ne peut avoir aucune confiance dans la municipalité.

Le seul souci qu'elle a, c'est que tout rentre dans l'ordre le plus rapidement possible et ce à n'importe quel prix. Elle a peur des luttes efficaces et déterminées. Pour elle, il faut respecter la loi, cette même

loi qui permet au patron de la Littorale d'intoxiquer des ouvriers et la population en toute tranquillité. Négocier à tout prix, comme le voudraient les dirigeants de ces partis PC-PS, c'est capituler. La preuve en est faite.

Jeudi, le piquet de grève a été abandonné et la direction a marqué des points en enlevant des stocks et intimidant les ouvriers. Il faut négocier avec tous les atouts en main, il faut négocier avec un rapport de force en faveur des ouvriers. Ce rapport de force, c'est le piquet de grève, le soutien des travailleurs de Béziers et des habitants du quartier voisin de l'usine.

Abandonnés à eux-mêmes livrés au patron, et par les dirigeants syndicaux et la municipalité de gauche, les ouvriers ont abandonné le piquet de grève, ce qui représentait leur atout dans la lutte.

Un meeting de soutien aura lieu mercredi soir au théâtre en faveur des grévistes.

Correspondant HR

BROCHURES ENCORE DISPONIBLES

- La crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne (2F 50)
- Les cris de la commune (3F)
- 106e anniversaire de la Commune de Paris, manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge (5F)
- France 1977 : Les travailleurs et le logement (3F)
- La Chine reste rouge. 11e retour de Chine d'une délégation des communistes marxistes-léninistes de France, dirigée par Jacques Jurquet

NOUVELLES BROCHURES

- Les dirigeants du PCF contre les travailleurs : quand ils sont au pouvoir (5F)
- Citroën, bague capitaliste. De la révolte à la lutte organisée (5F)
- Le peuple de Turquie face aux deux superpuissances - Documents des revues Aydinlik et Halkin Sesi (5F)
- Zaïre : Poursuivre fermement la lutte contre le social impérialisme russe et ses laquais. Des communistes marxistes-léninistes zaïrois (5F)

POUR LA SOUSCRIPTION

Le très beau poème sur Mao Tsé-toung intitulé «Mao Tsé-toung vit» (2 F).

Commander et payer à l'APN BP 75866 Paris Cédex

18

Télévision

Grève en morceaux

Mercredi soir, programme minimum sur FR 3. C'est un des arrêts de travail à l'ORTF qui montre que le mécontentement est grand parmi ces travailleurs. Mais les mouvements restent dispersés.

• Collinée (Bretagne)

L'abattoir menacé de fermeture

A Collinée dans les Côtes-du-Nord, l'abattoir est menacé de fermeture. 375 emplois seraient de ce fait supprimés. Tous les environs en souffriront. L'abattoir est dirigé par André Gilles, patron de choc et petit despote local qui aurait déposé son bilan.

Pour l'instant, il garde le silence, mais à l'abattoir il n'y a plus de commandes.